

La question que je veux poser au premier ministre est la suivante: ne pense-t-il pas qu'il est grand temps de créer des primes d'encouragement à la productivité qui seraient directement proportionnelles à l'accroissement de la productivité, afin de rendre nos produits plus concurrentiels sur le marché et de redonner ainsi confiance en notre économie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis évidemment d'accord avec le député. J'ai dit, il n'y a pas très longtemps à la Chambre, que la productivité au Canada s'était améliorée et se rapprochait de celle des États-Unis. Nous commençons à combler l'écart. La productivité demeure relativement plus élevée aux États-Unis qu'au Canada, mais nous avons fait des progrès. Les décisions prises la semaine dernière par les premiers ministres des provinces et moi-même ont renforcé tous les gouvernements dans leur détermination de rendre les secteurs privés et publics concurrentiels.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, le document du gouvernement, publié les jours derniers par le ministère de l'Industrie et du Commerce, affirme au contraire que la productivité canadienne demeure de 20 p. 100 inférieure à celle des États-Unis, ce qui démontre qu'elle ne s'améliore pas et qu'elle demeure bien trop faible. Étant donné que le premier ministre a déclaré jeudi dernier à la Chambre que nos prix de revient demeureraient trop élevés, est-il prêt à faire quelque chose pour donner un essor à notre économie et à créer ces primes d'encouragement à la productivité, qui sont le seul moyen d'accroître la productivité, de rendre nos produits plus concurrentiels et de redonner confiance en notre économie?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je suis d'accord pour dire que notre productivité n'est pas assez élevée. Mais je ne suis pas d'accord lorsque le député dit qu'elle n'a pas augmenté, car elle a bel et bien augmenté.

M. Hees: Mais votre propre rapport dit le contraire.

M. Trudeau: Le député donne des données statiques, monsieur l'Orateur; il devrait tenir compte des faits.

* * *

[Français]

LES FINANCES

LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN—L'UTILISATION DE
RÉSERVES POUR AMÉLIORER LA SITUATION

M. Jacques-L. Trudel (Montréal-Bourassa): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Peut-il dire pour combien de temps le fonds d'urgence de 1.5 milliards de dollars en réserves étrangères sera efficace pour appuyer le dollar canadien, si la baisse que le dollar subit présentement se poursuit?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, il s'agit d'une entente conclue entre les banques

Questions orales

canadiennes et le gouvernement du Canada. Je ne sais pas exactement le nombre d'années sur lequel s'échelonne l'entente, mais je crois que c'est sur sept ou huit ans, et nous pouvons avoir recours à ce fonds supplémentaire à n'importe quel moment. Hier, j'ai indiqué que d'une façon intérimaire, nous allions percevoir certains crédits dans le cadre de cette entente qui aura une durée d'au moins sept ans.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ÉCHANGE D'AMBASSADEURS AVEC LES AUTRES PAYS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a récemment annoncé, et nous nous en réjouissons tous, que le Canada ouvrirait une ambassade au Koweït. Le ministre peut-il nous dire si l'émirat du Koweït a l'intention de nommer un ambassadeur accrédité uniquement au Canada, et peut-il également nous dire si l'on a donné suite à une autre proposition que j'ai faite de nommer et d'affecter des ambassadeurs canadiens à Amman et à Damas?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne puis affirmer de façon définitive que le gouvernement du Koweït ouvrira une ambassade au Canada à Ottawa. Je devrai me renseigner. Évidemment, le seul fait que nous allons nous-mêmes ouvrir une ambassade au Koweït indique que les ressortissants de cet État sont les bienvenus au Canada, et j'espère que leur gouvernement décidera d'établir une ambassade à Ottawa. J'obtiendrai la réponse que demande le député.

Quant aux deux autres cas qu'il a mentionnés, ils font partie de ceux que nous examinerons aussitôt que possible. Mais je crois que le député n'est pas sans avoir, comme je l'ai moi-même expliqué au comité, que certaines contraintes financières influent sur le rythme auquel nous pouvons ouvrir ces missions diplomatiques fort souhaitables.

* * *

LES FINANCES

LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN—LA POLITIQUE ADOPTÉE
PAR LA BANQUE DU CANADA

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il a donné hier au député de York-Simcoe la réponse suivante, que l'on trouve à la page 3055 du Hansard:

Toute notre activité sur le marché des changes consiste et consistera à assurer des conditions normales sur le marché.

Lorsqu'il a fait cette déclaration à la Chambre hier après-midi, s'était-il déjà entretenu avec le gouverneur de la Banque du Canada et était-il au courant du changement qui s'est produit dans les opérations du marché?